

# KRIENGSAK CHAREONWONGSAK

Ancien conseiller du Premier ministre de Thaïlande, Senior Fellow, Université d'Harvard et président, Nation-Building Institute

## Jim HOAGLAND

Je vous remercie vivement, Madame l'Ambassadeur Alaoui, pour le caractère concis de vos propos, ainsi que pour avoir explicité à l'attention du monde extérieur ce qui nous occupe ici à bien des égards, tout en laissant entrevoir en conclusion un certain espoir et des développements positifs.

Nous allons maintenant changer de zone géographique et accueillir M. Kriengsak Chareonwongsak, Président de l'Institute of Future Studies for Development de Thaïlande.

## Kriengsak CHAREONWONGSAK

L'état du monde, selon moi, se compose d'un passé archaïque, d'un présent abimé et d'un avenir en devenir. Ce sont donc ces trois grands piliers de la situation mondiale que nous allons aborder : le pilier économique, le pilier sociétal et le pilier politique. J'appelle cela le « nouveau nouvel ordre mondial ».

Je pense que la situation économique mondiale implique cinq grands domaines clés qu'il nous faut considérer comme illustrant notre position contemporaine. Le premier point concerne les disparités entre les nantis et les plus démunis. Il y a une quinzaine d'années environ, j'ai créé une règle dans l'un de mes articles : la règle du 99-1. Celle-ci exprime la tendance selon laquelle 1 % de la population parvient à s'accaparer 99 % des richesses et des actifs. J'entends ici les disparités sans intervention, et il existe toutes sortes de bonnes et de mauvaises interventions. Les mauvaises interventions peuvent faire empirer les choses, et les bonnes interventions doivent être mûrement réfléchies ; mais ce à quoi nous assistons, c'est l'émergence d'un monde opposant les mieux nantis aux plus démunis, ceux qui ont accès à l'éducation à ceux qui en sont privés, ceux qui possèdent des compétences à ceux qui n'en ont pas. Même constat pour ce qui relève de l'accès ou non à la technologie, et de l'accès ou non à l'innovation, ce qui donne une idée claire des disparités dans le monde aujourd'hui. Comment faire avancer le monde, alors que l'on ne parvient pas à résorber les disparités, et que celles-ci constituent un véritable fléau que nous ne sommes pas parvenus à endiguer et qui crée de plus en plus de problèmes ? Les exemples de ce type d'environnement ne manquent pas. Il suffit de voir comment s'y prend l'EI, par exemple, pour se convaincre que les disparités constituent un terrain propice à l'apparition de problèmes sous-jacents. Le deuxième point que je souhaite mentionner, au plan économique, c'est l'émergence du CIA. Permettez-moi de clarifier ce terme que j'ai inventé il y a quelques années dans l'un de mes articles : le C désigne la Chine, le I, l'Inde et le A, l'ANASE. Ce groupement de pays abrite plus de la moitié de la population mondiale, et il est en pleine expansion. Il n'échappe évidemment pas à certains d'entre vous que la Chine gagne du terrain, que l'Inde lui emboîte le pas, et que l'ANASE joue un rôle moteur évident. Ces trois blocs combinés pourraient représenter un formidable enjeu pour l'avenir, à condition que l'association qu'ils forment parvienne à rester unie et intégrée sans perdre le cap. La troisième idée que je souhaite évoquer, toujours en termes de situation économique, est celle du règne des multinationales. Leur domination continue de s'affirmer depuis des années, et elle va s'accroître encore davantage à l'avenir. Prenons, par exemple, le cas de la Chine et de l'Inde. En 2003, 19 des 500 plus grandes entreprises étaient originaires de ces deux pays, contre 127 il y a tout juste quelques années, en 2012 pour être précis. Ces indicateurs à la hausse sont le reflet de ce qui se prépare. Certaines multinationales continuent d'asseoir leur domination tout en se développant.

La quatrième idée centrale sur laquelle je souhaite m'attarder est ce que j'appelle la convergence technologique par l'innovation. Il me semble que nous traversons une période d'évolution technologique majeure dans bien des domaines. Pourtant, la convergence réelle de toute cette technologie combinée nous échappe encore. L'innovation née de cette convergence va donner lieu à des avancées encore plus importantes à l'avenir. Enfin, dernier point sur le plan économique, la crise de la gouvernance. J'ai remarqué, ces dernières années, qu'au niveau international, les crises

s'expliquent de plus en plus par l'absence d'une structure de gouvernance internationale pleinement exploitable, pas seulement dans chaque pays, mais à l'échelle mondiale.

Permettez-moi d'en venir maintenant au deuxième pilier, le pilier sociétal. Là encore, il y a à nouveau cinq domaines clés que j'aimerais vous soumettre. Tout d'abord, la question du vieillissement des populations est en passe de redevenir une priorité, beaucoup plus rapidement que nous ne l'avions anticipé. Nous allons, à très court terme, compter beaucoup de personnes âgées de plus de 65 ans, à savoir plus de 17 % environ. Cela va nous poser un problème sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Deuxième chose : la crise des réfugiés et de la migration, et je veux dire par là non seulement la migration domestique correspondant aux déplacements de personnes dus à un conflit intérieur ou un changement de régime, mais également la migration internationale, avec l'accueil de réfugiés en provenance d'autres régions du monde, qui est à l'origine de problèmes majeurs, comme nous avons pu le voir ces dernières années en Europe. Un phénomène qui va aller en s'amplifiant, étant donné le monde agité dans lequel nous vivons. Je vois aussi les problématiques urbaines se rapprocher à grands pas. Récemment, dans l'un des mes éditoriaux, j'ai écrit que l'utilisation du nouveau terme « magnapole » s'impose à nous. Avec l'urbanisation, c'est déjà la moitié de la population mondiale qui vit en zone urbaine, et ce chiffre va atteindre 70 % au cours des prochaines années. Plus intéressant encore : les mégapoles et autres métapoles n'ont pas leur place dans les configurations futures. En effet, l'avenir, ce sont ce que j'appelle les « magnapoles », qui correspondent à un nombre gigantesque de personnes, soit plus de 50 millions, vivant ensemble au sein d'une seule agglomération. Il s'agira de masses urbaines, que nous ne savons pas encore gérer et qui dépassent tout ce que l'histoire de l'humanité a pu nous enseigner sur le sujet. Une urbanisation faisant intervenir ces différents aspects représenterait, pour nous, un défi en soi. Ce qui m'amène à un quatrième aspect : les défis liés aux frontières de la moralité. Devant les nombreuses questions qui se posent, comme les avancées technologiques engendrant des problèmes qu'il nous faut surmonter, l'éthique, la moralité, tout ce qui a trait à ces implications va occuper le devant de la scène lorsque le moment sera venu de se prononcer sur cet aspect. Nous verrons réapparaître non seulement la question du clonage, qui n'est pas nouvelle, loin s'en faut, mais aussi celle de l'homicide par compassion ou encore celle de la révolution sexuelle. Des progrès aussi importants dans les domaines de l'IA et de la robotique ne manqueront pas de poser un problème d'ordre moral dont nous devons nous soucier à l'avenir. Le cinquième point du pilier sociétal que je prédis, c'est la lassitude face au terrorisme, qui est partout, mais contre lequel nous n'avons pas de remède. Ce qui pèse sur le monde entier, c'est de savoir comment gérer cette lassitude de manière adéquate.

Le dernier pilier est le pilier politique et, là encore, je vais m'arrêter sur cinq points. Pour commencer, nous sommes déjà passés de l'ère de la bipolarité à celle de l'hégémonie de l'unipolarité, qui elle-même s'oriente désormais vers la multipolarité, avec des sous-ensembles au sein de chacun des pôles concernés. Nous en faisons la constatation au gré des allers et venues que l'on peut voir au sein de blocs divers. Les différentes alliances vont se reconstituer sur des bases nouvelles. C'est le monde politique dans lequel nous sommes appelés à vivre. Deuxièmement, le spectre politique passe d'un nouvel ordre mondial à un renouveau de l'ordre mondial. Je pense que l'ordre libéral que nous avons connu au sein du nouvel ordre mondial va amorcer une transition vers ce que j'appelle l'ordre pragmatique. Je suis d'accord avec Richard Cooper, de l'Université de Harvard, pour dire que l'annonce du président Trump ne s'apparente pas à un véritable protectionnisme, mais se rapproche plutôt de ce que j'appelle le protectionnisme sélectif, sous forme d'avantages pragmatiques consentis. Cette question va se trouver au centre des débats, qu'il s'agisse de pragmatisme concernant, par exemple, l'entrée ou non de la Turquie dans l'UE, l'adhésion ou non à l'OTAN, l'alliance ou non avec la Russie ou l'Inde, ou encore le Brexit. Nous ne sommes plus idéologiquement cohérents, et nous sommes de plus en plus axés sur les résultats. Par conséquent, nous laissons les résultats pragmatiques nous guider. On voit Trump annoncer « l'Amérique d'abord », et privilégier le bien commun national au détriment du bien commun universel. Voilà un problème traité de manière pragmatique, à l'aune du désespoir, car les gouvernements, tous pays confondus, ne disposent plus de la souveraineté qui devrait leur revenir. L'érosion de la souveraineté de chaque État souverain s'est heurtée à une ère de mondialisation sans précédent, et c'est la raison de nombreux bouleversements. Mon troisième point au sein du pilier politique porte sur le syndrome séparatiste. On s'aperçoit que, de plus en plus, la montée des séparatistes intervient en réaction à l'incapacité à résoudre les problèmes de certains groupes d'affinités, qu'ils soient ethniques, religieux ou autres. On voit bien leurs efforts d'autodétermination dont l'objectif à terme est de ne dépendre que d'eux-mêmes en prenant leur indépendance. Regardez la question du Brexit, l'Écosse et l'Irlande du Nord, le Pays de Galles et le Royaume-Uni, le Pays basque entre l'Espagne et la France, ou encore la Catalogne et l'Espagne. Ou encore le cas de la Lombardie et de l'Italie, le

Kurdistan, qui veut se libérer du joug de la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie, le Tibet, les Ouïghours de Chine, Taïwan, etc. Ces questions relèvent, pour moi, du syndrome séparatiste par réaction, qui consiste, pour ses partisans, à obtenir une forme d'autodétermination dans un monde qu'ils ne contrôlent pas et au sein duquel ils ne sont pas en mesure de s'appuyer sur une représentation plus large. Le quatrième point concerne ce que j'appelle les dirigeants qui ne sont pas des professionnels de la politique. Je suis moi-même homme politique depuis de nombreuses années, et j'ai pu observer que les professionnels de la politique ne font plus recette. Le monde a désespérément soif d'anticonformisme, de politique qui sorte des sentiers battus, de postures contestataires stériles. Les gens recherchent tout et n'importe quoi. En témoignent les Trump, Duterte aux Philippines et autres Jokowi en Indonésie, et les jeunes dirigeants qui font leur apparition et remportent des élections un peu partout. Les gens veulent des non-professionnels de la politique qui se démarquent des produits habituels de l'establishment. Enfin, dernier point, la rupture démocratique. Lorsque je collaborais avec Bertelsmann en Allemagne, j'ai constaté, en consultant l'indice de démocratie de ces dernières décennies, que le nombre de pays ayant obtenu le statut de démocratie, du moins dans la forme, en organisant des élections par exemple, n'augmentait pas, mais à l'inverse, diminuait. En l'an 2000, 120 pays sur 192 étaient des démocraties. Douze ans plus tard, il n'y en avait plus que 118 sur 194 : le pourcentage a donc baissé. Nous ne progressons pas, nous reculons. Des coups d'état ont eu lieu dans bon nombre d'endroits où l'on ne s'y attendait pas, même dans mon propre pays. Des décennies durant, nous avons incarné un modèle de démocratie. Nous avons désormais fait un vrai bond en arrière, avec un gouvernement porté au pouvoir par un coup d'État. Par ailleurs, l'indice de la liberté humaine montre que la liberté des personnes est aussi en train de diminuer.

En guise de conclusion, je pense que les piliers économique, sociétal et politique, et les cinq points que j'ai évoqués au sein de chaque pilier illustrent la situation mondiale actuelle. Je vous livre également une définition de ce que j'appelle la « révolution de la pensée ». En un mot, toutes les révolutions commencent par une révolution de la pensée, c'est-à-dire un changement profond et fondamental de ce qui nous différencie, jusqu'à modifier le paradigme des modèles économique, politique et social. Sans cela, il ne s'agit pas d'une révolution. Je pense que nous avons besoin d'une révolution qui redéfinisse entièrement l'architecture du nouvel ordre mondial, de façon à ajuster et modifier les modèles économique, politique et social, parce que nous vivons aujourd'hui dans un monde abîmé que nous ne sommes pas en mesure de réparer. Ce monde a bel et bien besoin d'une révolution.